

Préparez-vous, Ramadan arrive ! p.4-5

La Preuve

"... et voilà la religion de droiture..."

Mensuel islamique d'information générale paraissant au Burkina Faso

Prix unique : 300 Frs CFA

N°010

Août 2008

UNION POUR LA
MEDITERRANEE

**Grand rêve
pour un projet
étrange** p.15

HADJ 2008

**On essaiera la
formule des** p.7-8
agences

FERMETURE DE
L'UNIVERSITE DE
QUAGADOUGOU

**Le rude
quotidien
des étudiants** p.9



Qu'il est dur d'être musulman ! Outre les attributions permanentes, insultantes et dégradantes de faits de violence aux musulmans, tout est devenu un prétexte pour les stigmatiser ou mettre à l'index leurs pratiques religieuses en se focalisant sur les manifestations les plus visibles.

On ne peut passer sous silence cette énième affaire juridico-islamophobe dont la France est passée championne. C'est le refus par le Conseil d'Etat d'accorder la nationalité à une jeune femme marocaine, Faiza, mariée à un Français sous le motif qu'elle " a adopté, au nom d'une pratique radicale de sa religion, un comportement en société incompatible avec les valeurs essentielles de la communauté française et notamment le principe d'égalité des sexes ". En fait, elle est accusée de " défaut d'assimilation ", même si les textes législatifs français n'ont jamais défini ni l'assimilation ni le défaut d'assimilation.

Ici ce n'est pas contre le refus d'accorder la nationalité à une personne qu'on s'insurge, mais c'est la stigmatisation dont sont l'objet les musulmans de France et d'ailleurs qui mérite notre attention. Car dans cette affaire comme dans d'autres on a beau déclarer la main sur le cœur que ce n'est pas l'islam qui est visé, personne

n'est dupe. L'islam est visé de façon évidente : on n'imagine pas de reprocher à un catholique une pratique religieuse excessive. La France doit (tout comme de nombreux autres pays), avec tolérance et sagesse, accepter l'expression publique de l'identité religieuse et de la différence culturelle à partir du moment où elle accepte des personnes d'origine différente ayant leurs valeurs propres.

Dans cette affaire, comme les juges ne peuvent jouer sur la religion, en raison du principe de la liberté de conscience, ils s'appuient sur la soumission de cette femme qu'ils déduisent non seulement de sa tenue vestimentaire mais aussi de son comportement social. Si on poussait cette logique jusqu'au bout, les femmes battues, par exemple, ne seraient pas dignes d'être françaises.

Il est évident que l'évolution des critères pris en compte dans l'octroi de la nationalité française s'inscrit dans un contexte de dénonciation croissante du " communautarisme " et de stigmatisation de l'islam. C'est ainsi que dans l'affaire Faiza le rapport de police a poussé le ridicule jusqu'à prendre en compte les caractères physiques du mari en précisant que Monsieur est vêtu d'un pantacourt resserré au dessus des chevilles mais surtout

que sa barbe est « d'une largeur approximative de deux mains » !!!! A partir de quelle taille la barbe serait acceptable pour qu'une conjointe puisse obtenir la nationalité française ? En plus, l'enquête ne semble pas apprécier que Madame Faiza ne soit pas inscrite dans un club sportif !!

Il est toujours aisé d'écraser, au nom de la liberté extérieure, la liberté intérieure de l'homme ; on accepte toutes les théories racistes et xénophobes mais une femme ne peut pas silencieusement, par le port d'étoffe, dire qu'elle est religieuse ?

Cette décision est prise quelques semaines après l'annulation d'un mariage entre deux époux musulmans, au motif que la femme avait menti sur sa virginité. Pour les détracteurs de ce jugement, le souhait de convoler avec une femme vierge témoignerait d'une posture rétrograde, attentatoire aux droits des femmes. En attendant, sans possibilité de recours, Faiza pourra renouveler sa demande quand elle aura prouvé qu'elle " a fait siennes les valeurs de la République ". Sinon elle est condamnée à rester musulmane ; comme si un musulman n'avait pas droit à la citoyenneté ■

La Rédaction

**Trop
musulmane
pour être
française !**

La preuve évidente

Les jeunes, fer de lance de toute société

Par *L'Uman*

« Nous allons te raconter leur récit en toute vérité. Ce sont des jeunes qui croyaient en leur seigneur et nous leur avons accordé les plus grands moyens de se diriger dans la bonne voie. Nous avons fortifié leur cœur lorsqu'ils s'étaient levés pour dire : "notre seigneur est le seigneur des cieux et de la terre. Jamais nous n'invoquerons de divinités en dehors de lui, sans quoi nous transgresserions dans nos paroles" » (18/13-14)

Ces versets parlent d'un groupe de jeunes, dans l'histoire, qui s'étaient exilés dans une grotte à la recherche de la quiétude et en fuyant l'injustice de leur contré. La LIEEMA (la Ligue des élèves et étudiants musulmans du Mali) a inscrit ce verset au fronton de leur siège ! Ce qui traduit l'importance du verset ; et on ne trouve pas mieux un autre verset dans le coran qui cadre bien avec le thème de la jeunesse.

Les jeunes ont beaucoup apporté à l'Islam. En effet, dès les premières heures de

l'islam, la première couche sociale, qui ait accepté d'accueillir le prophète et son message, ce sont bien les jeunes, puis viennent les femmes. On se rappelle de Ali Thalib qui s'est converti à l'islam à l'âge de 6 ou 7 ans. Il fut le fer de lance de la nouvelle religion. Plutôt connu comme le détenteur de l'épée, et le farouche combattant pour la cause d'Allah au niveau des différentes batailles, il fut avant tout un détenteur du savoir islamique. " Je suis la maison du savoir et Ali en est la porte " a dit le prophète (saw) On peut aussi citer de passage Mus'ab ben Umair, un jeune qui était issu d'une famille riche, mais dès qu'il s'est converti à l'islam, sa famille l'abandonna. Il mourut dans le dénuement le plus total même pas un bon tissu pour couvrir son corps à sa mort...

L'actualité de ces versets, tient au fait que tout changement opéré dans l'histoire et dans la majeure partie des pays à toujours été l'œuvre de jeunes. Ils sont les premiers à tirer la sonnette d'alarme sur l'injustice, la corruption, la

malgouvernance, le népotisme... des chefs. Et c'est bien le cas des jeunes de la caverne. Leur histoire regorge de beaucoup d'enseignements pour toutes les générations.

L'histoire s'est déroulée à une époque avant l'islam. Allah dit : " nous allons te raconter leur récit en toute vérité " 18/13. Ils étaient en proie à un roi incroyant, méchant et qui réprimait toute velléité d'adoration en un Dieu Unique, puisque se prenant lui-même pour un dieu ! Les jeunes gens se voient dans l'obligation de s'exiler pour mieux vivre leur foi. Ils se retirent dans une grotte très spacieuse en compagnie de leur chien. Allah retira leurs âmes et ils y vécurent 309 ans. Allah les ressuscita et ils crurent y avoir vécu un jour ou un peu moins. Leur histoire est très détaillée dans la première partie de la sourate qui porte le même nom que là où ils se sont réfugiés. La grotte ou la caverne.

Leur histoire événementielle est certes importante, mais c'est beaucoup plus les enseignements à y tirer. 1°) ce sont des jeunes croyants ; 2°) ils ont voulu le changement de leur société ; 3°) le devoir de l'exil au cas où on ne peut vivre sa foi dans sa propre contrée.

Ces enseignements nous inspirent et nous instruisent. Aujourd'hui, la jeu-

nesse d'ici et d'ailleurs a perdu les repères. Les jeunes en Afrique, sont suspendus entre ciel et terre. Ils ne sont pas Africains, ils ne sont pas non plus des blancs. On assiste alors à l'éroulement des valeurs : non respect des parents et des personnes âgées, le divertissement à outrance, l'effritement de la famille et la désacralisation de l'acte sexuel (les filles se vendent maintenant à visage découvert sur les carrefours), la disparition du mariage.

Dans le domaine de la foi, c'est encore pire : la tendance c'est la suppression de l'idée de Dieu dans nos affaires. Ils sont nombreux des jeunes aujourd'hui qui ne sont ni animistes, ni chrétiens, ni musulmans. C'est souvent à travers son nom ou sa région qu'il faut faire de la gymnastique intellectuelle pour remonter dans son histoire ! Rien ne compte aux yeux des jeunes aujourd'hui que le gain, l'argent. Pour cela, il faut employer tous les moyens pour y parvenir. C'est là où se trouvent, à notre avis, pour nos Etats, les raisons de l'épineuse question de l'émigration clandestine. Il faut redonner à notre jeunesse la confiance en elle-même, l'amour de son pays, de ses valeurs et de ses richesses. Tout passe par la foi, la croyance ou la référence à Dieu ■

La Preuve

Résumé de déclaration
N°1862/CA-GUOUA/PF
du 27 juillet 2007
ISSN 0796-8426
Tél. 50 37 94 30
Cell. 70 75 54 85

Email : preuve2007@yahoo.fr

Directeur de Publication
Mikaïlou Kéré
Secrétaire de rédaction
Siaka GNESSI
Responsable commercial
Moussa BOUGMA

Mise en page et impression
Alléssé Burkina 50 39 93 10

Nombre de tirage
1000 exemplaires

Préparez-vous, Ramadan arrive !

Par Cheick Albayan

C'est en début septembre que les fidèles musulmans vont observer le jeûne du mois de ramadan. Déjà, cela constitue leur principal sujet de conversation. Le ramadan est déjà arrivé ? S'étonnent certains. Cette année le ramadan commence tôt ! S'exclament d'autres. Le ramadan de cette année va être dur ! Il va être plutôt facile ! Telles sont les supputations qu'on entend fréquemment à l'approche du ramadan. Cela traduit clairement leur état d'esprit à quelques jours de cet important rendez-vous spirituel. Ces propos traduisent dans leur ensemble une certaine crainte chez les fidèles musulmans qui se font surprendre à chaque ramadan. Mais cette façon d'accueillir le ramadan ne devrait pas se justifier. D'abord le ramadan est un rituel qui se déroule chaque année. Et comme tous les autres importants événements de la vie tels que les examens, les concours, le premier jour de l'an...sa période est connue à l'avance. Ensuite, le jeûne du ramadan est l'un des cinq piliers de l'islam ; donc une obligation pour tous les croyants. Donc les appréhensions quant à son arrivée ne se justifient pas.

En effet, les musulmans ne perçoivent pas tout le sens du jeûne du mois de ramadan. Ceux-ci se limitent à l'aspect privatif du jeûne : manger, boire et avoir des relations sexuelles. Compris dans ce sens, le ramadan ne peut inspirer que la crainte car il vient priver l'homme des plaisirs de son corps que sont le sexe, la nourriture et la boisson. Or, de nos jours, l'homme ne vie que pour ces trois choses dont il ne veut se priver. Alors le jeûne apparaît donc comme une contrainte l'empêchant de jouir durant trente jours.

Pourtant, le jeûne islamique ne saurait constituer une gêne quelconque pour les croyants. Le Seigneur Allah qui a prescrit le jeûne l'a dit dans le coran en ces termes : "...quiconque d'entre vous est présent en ce mois, qu'il jeûne ! et quiconque est malade ou en voyage, alors qu'il jeûne un nombre égal d'autres jours. Allah veut pour vous la facilité, il ne veut pas la difficulté pour vous, afin que vous proclamiez la grandeur d'Allah, pour vous avoir guidé, et afin que vous soyez reconnaissant !" C2V185. Le jeûne n'est donc pas une charge imposée aux croyants mais il présente en revanche

beaucoup de vertus pour eux. Ses avantages sont incalculables sur le plan spirituel, social, sanitaire et même économique. Écoutons le prophète Mohammed, nous compter lui-même l'importance du mois de ramadan dans l'extrait juste mentionné à l'avènement de ramadan : " o vous les gens ! Le mois d'Allah est arrivé avec sa grâce et sa bénédiction. Aux yeux d'Allah, ce mois est le meilleur de tous les mois, ses jours sont les meilleurs parmi les jours,

ses nuits sont les meilleurs parmi les nuits et ses heures sont les meilleurs des heures. C'est le mois où Allah vous invite à jeûner et à prier. Allah vous donne l'occasion au cours de ce mois de recevoir les honneurs, il est le miséricordieux. Dans ce mois sacré si vous jeûnez vraiment comme il vous a été demandé, alors, chaque souffle que vous faites pendant ce mois vous sera récompensé comme un tashbih (le fait d'invoquer Dieu en disant soubhanallah =

ANNONCES

Entreprise SAWADOGO Issaka et frères L'ESIF vous offre une gamme de services variés :

- fournitures et matériels de bureau
- mobiliers de bureau
- consommables et matériels informatiques
- maintenance informatique
- produits d'entretien
- produits de protection
- matériel de laboratoire
- matériel médical
- consommables médicaux
- travaux d'imprimerie
- photocopie de documents A4 et A3
- impression couleur
- reliure ;
- etc.

Pour tous vos services contacter l'ESIF au
50379430/70268226

La religion de vérité

gloire Dieu), et votre sommeil sera récompensé comme une prière. Vos bonnes actions sont mieux récompensées que d'habitude et vos invocations sont exaucées. "

" O vous les gens, les portes du paradis sont ouvertes pendant ce mois, priez pour qu'elles ne se referment pas sous vos nez. De même les portes de l'enfer sont fermées, priez pour qu'elles ne soient jamais réouvertes à vous. Pendant ce mois, satan est attaché. Ce mois est pardon, miséricorde et affranchissement des esclaves de l'enfer. Bref si les serveurs savaient quelle est la valeur du ramadan, ils souhaiteraient que l'année entière soient ramadan. "

Cela a été bien compris par nos devanciers de la génération d'après le prophète qui passaient la moitié de l'année à prier pour que Dieu fasse qu'ils parviennent au ramadan suivant et l'autre moitié à prier pour que Dieu agréé leur ramadan passé. Cela veut dire qu'ils mettaient six mois à préparer le ramadan. Et ça vaut le coût car de même que nous nous préparons pour les grands événements de notre vie tels le mariage, les examens, le ramadan mérite aussi une préparation. Si nous ne pouvons pas passer six mois pour cela, il convient de le garder à l'esprit et surtout ne

pas se faire surprendre. Sinon cela pourrait traduire de l'irresponsabilité de notre part et un mépris de Dieu. Ces préparatifs sont d'ordre spirituel, matériel, psychologique. Ce qui importe est surtout l'aspect spirituel car le mois de ramadan est par excellence le printemps de l'adoration de Dieu et donc on doit prendre un bon élan pour ne pas rater le départ. Le prophète dit qu'il est grand perdant celui qui passe le ramadan sans que ses péchés ne soient pardonnés. Ainsi, on doit dès maintenant soigner son intention, multiplier ses jeûnes surrogatoires, ses nawafil, la lecture du coran etc. Avant d'aborder le mois, on doit s'établir un programme avec des objectifs précis à atteindre. Il faut éviter à tout prix qu'en fin de compte notre gain de jeûne ne se limite à la faim et à la soif.

Le ramadan est une occasion de renaissance spirituelle, une école de formation du musulman. Tout croyant devrait en sortir grandi avec la flamme de sa foi vivifiée plus que jamais. Nos imams doivent également s'y préparer consciemment car durant tout le mois ils seront très sollicités pour entre autres, les tarawi, quyamou laïl, le tafsir. Il conviendra de réviser la lecture et la mémorisation du coran mais aussi se

préparer physiquement pour les longues prières. C'est en cela que les vieux imams très âgés qui sont fatigués doivent céder leur place pendant ce mois par humilité aux jeunes physiquement aptes et maîtrisant la lecture du coran.

Ils doivent donc éviter d'entraîner tout le monde dans leur rythme et en accomplissant des prières comme les tarawi réduites au strict minimum (un demi verset par rakat). Au lieu de faire ces prières avec perfection, on trouve comme une charge supplémentaire à s'en débarrasser. A cette allure, ils cultivent la paresse et la négligence chez les fidèles et les exposent au risque de compromettre ainsi leurs bonnes œuvres. Non ! le ramadan ne mérite pas ce sort. C'est pour cette raison d'ailleurs que Dieu a dispensé les personnes âgées du jeûne.

Enfin nos responsables religieux doivent tout mettre en œuvre pour déterminer avec exactitude le début de ramadan. Pour ce faire, il ne s'agira pas d'attendre la veille pour commencer à chercher la lune mais ce travail devrait se faire à travers la commission lune durant toute l'année en suivant le mouvement lunaire. De même chaque communauté doit s'en préoccuper localement pour donner d'éventuelles

informations au niveau national. Cela exige une sensibilisation de la masse musulmane et surtout des leaders locaux pour les convaincre à adhérer à cette démarche unitaire et populaire. Si cela n'est pas fait, il ne faut pas s'étonner que des imams dans certains villages ordonnent à leurs fidèles de ne pas suivre les directives nationales des associations islamiques qu'ils considèrent comme des informations émanant des non musulmans car la radio et la télévision qui donnent les informations sont considérées comme détenues par " des blancs mécréants ". Alors ils décident délibérément de jeûner et de rompre en différé pour ne pas subir la " loi du blanc ". Il s'avère donc obligatoire de restaurer un minimum de confiance entre les croyantes et les responsables nationaux. De jours, commencer le jeûne de façon divergente, parfois avec un écart de deux à trois jours n'honore pas les musulmans au regard de toute l'armada de moyens d'information qui existe. Le prophète a dit : " celui qui jeûne le jour douteux, désobéit à Abu El-Qasim (autre nom du prophète) ". Votre journal sera à vos cotés durant tout le mois ■

Bon ramadan à tous!

La plume du mois

INFRASTRUCTURES ROUTIERES AU BURKINA

Il faut revoir nos ponts

Par Aris

C'est connu, la route du développement passe par le développement de la route. Le réseau routier demeure l'essentiel des soupapes de notre économie et nos entreprises, en ce qu'il ouvre le pays à la mer. La position continentale du Burkina fait de lui un pays dépendant de ses voisins pour des services portuaires. De ce fait l'Etat a eu l'option de réaliser plusieurs infrastructures routières afin de désenclaver le pays et lui offrir les chances de vitalité des secteurs névralgiques de la vie socioéconomique. Seulement, depuis un certain temps, nos routes ont mal à leurs ponts. Rares sont les routes nationales qui ne connaissent pas de problèmes en cette saison de pluies, avec souvent une suspension du trafic. Les populations, les gros porteurs notamment, vivent des calvaires pendant plusieurs semaines. Ces aléas ont même contribué parfois à renchérir le coût des denrées du fait de leur manque, ce qui est rare étant cher. Une des caractéristiques des pays pauvres, c'est leur incapacité à apporter des solutions appropriées aux problèmes réguliers auxquels ils sont confrontés. Ces problèmes réguliers sont plus

souvent connus et découlent des facteurs mesurables pouvant être stoppés. C'est dire que nous sommes bien loin de la fatalité. Mais à voir la récurrence des ruptures des ponts dans notre pays, l'on se demande s'il y a un réel suivi de la part de ceux qui en ont la charge. Une route se construit, a une durée de vie, et par conséquent doit être "soignée", sinon elle meurt. Un pont a une durée de vie au-delà de laquelle, il nécessite un renforcement ou totalement une reconstruction. Pourquoi alors toujours laisser survenir les ruptures avant d'initier des réparations ou des reconstructions qui, non seulement prennent beaucoup de temps avant le rétablissement du trafic, mais aussi coûtent énormément cher du fait de l'urgence des opérations. Nous pensons comme certains, qu'il faut procéder à un audit complet des routes et leurs ponts, pour prévenir les désagréments vécus à chaque saison de pluies. Il est évident que même aux Etats-Unis, les ponts cèdent. Mais nous pouvons tout de même anticiper sur le calvaire que les ruptures des ponts infligent aux populations et à notre économie, en veillant d'abord au respect du cahier de charges par les



Le pont cassé à liguidimalguem dans le centre Est

entreprises pendant la construction de ces routes et en réparant ou reconstruisant les ponts avant qu'ils ne cèdent complètement. Chacun a le mauvais souvenir du pont de la route de Dori qui avait cédé avant même que la route ne soit réceptionnée. Les autorités doivent alors être plus regardantes sur les réalisations des infrastructures routières et situer les responsabilités dans le cas des mauvaises exécutions. Un pays comme le nôtre, qui trime véritablement pour pouvoir tracer des voies indispensables à la survie de son économie ne peut pas se payer le luxe de voir ses routes impraticables du fait des fautes techniques, des négligences coupables, ou de la corruption au profit d'individus sans scrupule. Au nomment où l'on tente difficilement de cultiver l'esprit de bonne gouvernance, où les

intentions sont orientées vers la politique du résultat, il urge de se pencher sérieusement sur les nœuds de nos routes que sont ses ponts. Nous disons que le mauvais état des ponts et les corollaires des problèmes qu'il crée aux usagers semblent être prioritaires à la réalisation des grosses infrastructures de la capitale. Nos grandes routes nationales ont mal à leurs ponts et il convient justement de jeter un pont direct entre ce dysfonctionnement et l'état de santé socioéconomique du Burkina Faso. Encore une fois, l'enclavement du Burkina Faso fait du réseau de communication dont les routes, la priorité des priorités dans les stratégies de développement à tous les niveaux. Qu'on fasse alors tout pour limiter la rupture des ponts afin de rompre avec des routes à problèmes ■

HADJ 2008

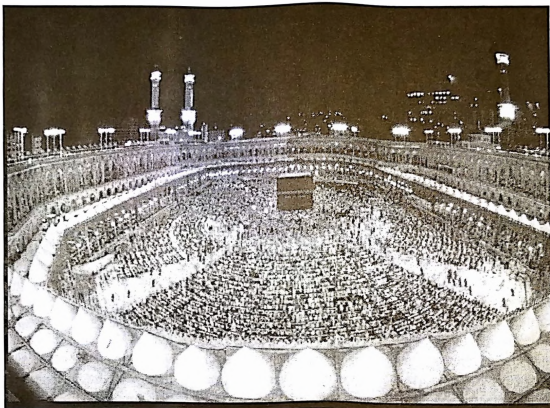
On essaiera la formule des agences

Par E.A.C.

En mi-novembre probablement les futurs Ladj et hadja prendront les airs pour répondre à l'invitation de leur Seigneur aux lieux saints de l'Islam. Cette année encore, ils seront des milliers à effectuer le voyage de la Mecque aux cris de "Labaika Allouhouma labaik, labaik la charika labaik". L'édition 2008 sera sous un nouveau look : le made in privé. En effet depuis mai dernier, l'organisation du hadj n'est plus une affaire du gouvernement, ni des associations islamiques. Elle voit venir en tête de pelotons le privé avec les agences de voyage et de tourisme. Du reste, c'est l'option faite par les nouvelles dispositions pour l'organisation du pèlerinage à la Mecque.

Des conditions soumises aux agences

Pour la présente édition, lere du genre, ce sont sept agences qui ont décroché le sésame pour l'organisation du voyage : STMB Tours, Lanko Tours SARL, Labaika Voyage, Faso Services SARL, Agence générale de commerce et de l'industrie /Armelle Voyages, Zindi Voyages & Services, Agence de voyage et de tourisme Song Taaba. Ces agences retenues sont sou-



Le voyage à la mèque est organisé maintenant par le privé

misées à des conditions pour l'organisation du hadj. Ces conditions, ont été fixées par arrêté ministériel du 13 juin 2008 portant cahier des charges de l'organisation du pèlerinage à La Mecque, édition 2008. Ainsi, pour avoir l'agrément, il faut être une agence régulièrement inscrite au registre du commerce, attester de sa capacité à organiser le hadj, prouver que l'on peut mobiliser au moins 300 pèlerins. Il faut également être en mesure d'assurer le transport aller-retour des pèlerins et leur mobilité en Arabie saoudite, assurer l'encadrement des pèlerins tant au Burkina qu'aux lieux saints,

obtenir les passeports et les visas pour les pèlerins, etc. Il faudra en outre disposer d'un suivi sanitaire pour lequel il est fait obligation à toute agence de disposer d'un médecin et d'un infirmier lorsqu'elle arrive à recruter 300 candidats et d'un médecin et de deux infirmiers pour un effectif double. Une fois le pèlerinage terminé et les candidats rentrés chez eux, toute agence accréditée dispose d'un délai maximum de 60 jours pour déposer un rapport d'activités auprès du ministère chargé des cultes. Ces conditions ne sont différentes de celles à auxquelles avaient été soumises les

associations islamiques en 2005 lors du désengagement de l'Etat. Si on se limitait à ces conditions, on pourrait se demander finalement si les choses vont changer. Pourtant le MATD pense que la concurrence aidant et que les agences agréées étant des professionnels du voyage, elles pourront mieux organiser le hadj.

Qu'est-ce qui va changer ?

La réussite du hadj dépend-elle uniquement du fait de pouvoir avoir des avions. Certainement pas. Certes le fait d'avoir un bon transporteur contribue beaucoup

pour la réussite du Hadj. Mais il y a les autres domaines de l'organisation à prendre en compte, il s'agit du recrutement, des logements, de l'encadrement des pèlerins, et du transport intérieur en Arabie Saoudite. Les agences ne peuvent pas elles seules assurer tous ces aspects de l'organisation. Elles auront donc besoin de personnel qui viendrait pour la plupart des associations islamiques. D'autant plus que la plupart des agences retenues (excepté STMB tours et Zandi voyage) n'ont aucune expérience dans l'organisation du hadj.

Ainsi, au niveau du recrutement, les agences vont faire avec les démarcheurs pour avoir le maximum de pèlerins. On sait que le MATD demande de pouvoir recruter au moins 300 pèlerins. En faisant un calcul mental et équitable chaque agence devrait avoir son compte. Mais rien n'est sûr car, comme l'a dit le ministre, la concurrence devrait être jouée à fond. Enfin, reste à espérer que les pèlerins pourront en retirer le meilleur profit et non des conséquences fâcheuses. C'est la aussi que les associations islamiques pourront essayer de reprendre la main par l'orientation des fidèles vers telle ou telle agence. On voit déjà des agences faire la cours aux associations afin d'avoir des protocoles de coopération.

Il y a par ailleurs l'encadrement des pèlerins aussi bien

au Burkina qu'en Arabie Saoudite. Les agences feront toujours appel aux associations pour avoir du personnel d'encadrement. Certaines qui ne sont pas musulmanes n'ont d'ailleurs pas le choix et pour les autres leurs activités ne leur permettent pas de le faire. Elles auront donc tous recouru à du personnel qualifié des associations islamiques. Lors de sa conférence de presse du 7 juillet dernier le ministre a dit que le Burkina Faso avait reçu 60 places d'encadreurs sans dire d'où est ce que l'on prendrait ces encadreurs. On voit bien que le retrait des associations islamiques est une farce ; ce sont des individus (les démarcheurs) probablement les mêmes qui iront monnayer leurs services auprès des agences.

Et la position du vieux ?

Personnage central dans les affaires de la communauté, l'énigme El hadj Oumarou KANAZOE, président du praesidium de la fédération des associations islamiques du Burkina reste posé. En effet, on connaît le rôle que joue OK dans la question du hadj et les agences pour cette année sont entrain d'observer de quelle côté le vieux va se pencher avant de pouvoir conclure les stratégies. Beaucoup se demandent quelle sera l'agence de OK cette année. Nombre d'entre elles ont déjà commencé leur lobbying pour se rallier le patriarche. C'est

donc sans conteste que la position de OK influencera les stratégies de chaque agence.

A l'image de O.K., il y a d'autres personnes qui ont toujours pesé sur l'organisation du Hadj au Burkina. La réussite de l'organisation du hadj dépend aussi des hommes qui l'animent et non de la seule forme d'organisation. C'est pourquoi, les agences en décidant de faire appel aux personnes ressources des associations devront savoir qui choisir. Et nous nous joignons à cet auteur pour leur dire que "si vous avez l'homme qu'il faut à la place qu'il faut il ne vous reste pratiquement plus rien à faire. Mais si avez la mauvaise personne, aucun système de gestion connu ne peut vous sauver"

L'autre goulot d'étranglement du hadj pour les organisations antérieures fut sans conteste la question des logements en terre sainte. En prenant la tête du hadj les agences pourront t-elle faire mieux de ce côté là ? Le Burkina sur ce point à toujours négocié ses logements à la dernière minute ce qui demeure fortement préjudiciable aux pèlerins. Le souhait serait que les agences puissent le faire assez tôt. Mais quand on sait que pour les réservations il faut verser au moins 50% du montant et qu'actuellement aucune agence ne connaît le nombre de ses pèlerins, il y a fort à parier que beaucoup iront encore à la dernière minute

pour les contrats de logement. C'est sans doute pour éviter ces soubresauts que le ministre insiste pour que les opérations soient bouclées un mois à l'avance. En attendant sur le terrain chacun affirme être entrain de mettre sa stratégie.

Combien faudra t-il déboursier pour le hadj cette année ?

Dans la sous-région le prix du voyage a augmenté cette année. Au Sénégal par exemple il va falloir déboursier 2 650 000Fcfca cette année contre 2 000 000 l'année dernière. Une hausse justifiée par le cours du pétrole avec ses conséquences sur le transport aérien. Au Faso, aucune agence n'a jusqu'à ce jour fixé un prix. Tous disent être en prospection, même STMB tours qui a lancé officiellement ces inscriptions depuis le 17 juillet, demande à ces clients de verser un montant de 1 500 000 Fcfca en attendant le prix définitif. C'est aussi l'une des agences qui affirme avoir déjà fait les réservations pour les logements en Arabie Saoudite. En outre elle promet beaucoup d'innovation à ses clients. Espérons qu'il en sera de même pour les autres. Le ministre a prévenu la concurrence se jouera à fond. Gageons que ce sera au profit des pèlerins. Rendez vous dans quelques semaines pour le bilan de la nouvelle formule d'organisation du hadj. Wait and see ■

FERMETURE DE L'UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

Le rude quotidien des étudiants

Par L'Enverrier

X est étudiant à l'Université de Ouagadougou et s'impose par sa taille. Il a l'air d'un homme qui a perdu des proches. Comme s'il allait maudire ceux qui ont fermé l'université, il a du mal à s'exprimer. En un mot, il inspire la pitié et aucun cœur, quelle que soit sa dureté ne saurait rester indifférent face à la situation de cet intellectuel en devenir. En effet, il a quitté les confins de Tampouy à pieds, pour venir à Zogona (environ 20km) pour chercher à manger chez un grand frère qui, malheureusement est absent. La seule option qui lui restait était de jouer au mendiant pour sauver sa vie. Ainsi, tels des sinistrés d'une catastrophe naturelle, nombre d'étudiants de l'université de Ouagadougou endurent avec beaucoup de peine les effets sociaux de la fermeture de leur "maison". La fermeture des cités et la suspension des allocations et des prestations du Centre National des Œuvres universitaires (CENOU) ont achevé de rendre la vie difficile aux étudiants. N'ayant pas de parents à Ouagadougou et étant dans le dénuement total, plusieurs d'entre eux ont trouvé refuge dans des mosquées, églises ou dans les écoles ou mieux partagent avec des camarades des pièces d'une exigüité remarquable à l'image des prisonniers de la MACO. L'autre facette de la difficulté demeure la nourriture. Pouvoir s'assurer ne serait-ce qu'un seul repas par jour est devenu un combat de titan pour beaucoup d'étudiants. Et comme la dignité s'éclipse devant la misère, ils sont devenus des



La cité universitaire de Gounghin

mendiants de circonstance dans une société où la solidarité ne fait plus recettes surtout au plus fort de la vie chère. Pour palier la situation, l'Association nationale des étudiants du Burkina (ANEB) qui a mis en place des équipes de collecte de fonds, organise des repas communautaires au profit de ces étudiants en détresse mais c'est sans compter avec leur nombre.

Ces conséquences sociales de la crise de l'Université qui s'apparentent beaucoup plus à une sanction qu'à un climat devenu impropre aux études vont sans doute se ressentir sur la qualité de la formation de ces futurs cadres et c'est encore un coup dur que prend le processus de développement de notre chère patrie. En effet, il était plus judicieux et plus profitable à notre pays au-delà de la souffrance des étudiants, de leur épargner cette situation de

misère ce qui leur permettrait de continuer les recherches en attendant la réouverture. Actuellement préoccupés par leur survie, plus d'un étudiant ne sait plus où se trouvent ses cours. Dans cette situation on aura à l'arrivée, des étudiants qui ont mal à leur formation et qui doivent travailler pour le pays. Pour quels résultats ?

L'Université souffre d'une insuffisance notoire d'équipements pour assurer une meilleure formation des étudiants. Ça c'est connu. Faut-il néanmoins le signaler, les amphithéâtres sont insuffisants au regard du nombre sans cesse croissant des étudiants. Les laboratoires et bibliothèques sont également sous équipés. La construction des universités de Ouaga II, de Fada, de Ouahigouya qui avait été annoncée a donné de l'espoir aux Burkinabè.

C'est dommage que cette entreprise piétine. Les problèmes de l'université étaient prévisibles, donc pouvaient être évités surtout en tirant des leçons des crises précédentes. Certes il y a des efforts, mais au regard de la place qu'occupe l'enseignement dans le développement du pays, il reste beaucoup à faire. L'investissement fait dans l'homme est le meilleur qui soit et le plus durable. Et pour

un pays à la recherche du chemin vers l'élimination de la pauvreté et le développement, la formation de ses hommes est une recette incontournable. Gageons que la reprise annoncée pour le 1er septembre se passera dans de bonnes conditions et que des sacrifices seront faits de part et d'autre afin que l'on puisse sauver ce qui peut encore l'être.

Mais déjà, les étudiants se posent des questions qui sont entre autre de savoir si le temps qui reste est suffisant pour terminer les cours quand on sait qu'il y a des professeurs qui n'avaient pas effectivement commencé leur cours, ou encore comment faire pour ne pas trop empîéter sur l'année académique 2008-2009 ? Autant de questions qui demandent beaucoup de réflexion pour une reprise sur des bases saines et durables ■

LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

Il ne suffit pas de planter les arbres...

Par L'Épervier

La saison des pluies constitue toujours une occasion rêvée des écologistes pour s'adonner à des actions de préservation de l'environnement dont le reboisement constitue l'activité phare dans notre pays. Quoi de plus normal quand on sait que "la brousse est finie" comme Bernard TALLET intitulait son ouvrage pour interpeller les Burkinabè face à l'ampleur de la désertification, cet autre phénomène qui hypothèque sérieusement le développement du pays. Mais le hic dans tout ça est que les plantes après avoir été mises en terre, ne bénéficient pas d'un entretien conséquent. Les jeunes plantes n'ayant pas suffisamment été arrosées, et n'étant pas très bien protégées, ne peuvent résister à la longue période de sécheresse et aux animaux en divagation. Ainsi, chaque année, des millions



d'arbres sont plantées et au final, presque rien. D'autre part, le reboisement est en passe de devenir, pour beaucoup d'associations en manque d'initiatives et en quête de légitimité, l'occasion de se faire connaître. C'est également le jeu favori de certains hommes politiques qui,

pour l'occasion n'hésitent pas à s'entourer des médias pour montrer aux populations qu'ils sont soucieux de leurs problèmes. Si les plantes pouvaient parler, certainement qu'elles refuseront d'être plantées par certains hommes.

Le Ministère de l'Environ-

nement et du cadre de Vie doit donc prendre des dispositions pour filtrer ces activités d'une part et d'autre part renforcer les mécanismes de protection des jeunes plantes sinon, cette entreprise combien noble restera des occasions de gaspillage de nos maigres ressources ■

LA SAGESSE DU MOIS

Le prophète (saw) a dit : " Le salut s'obtient de dix façons différentes dont cinq dans ce monde et cinq dans l'au-delà. Ici bas, il s'obtient par la science, les dévotions, une subsistance licite, l'endurance dans l'adversité, et la gratitude dans la félicité. Concernant l'autre monde, l'ange de la mort viendra vers le croyant avec miséricorde et douceur, Mounkar et Nakir (anges interrogateurs de la tombe) ne l'effrayeront pas dans sa tombe, il restera serein lors de la grande terreur, ses péchés seront effacés et ses mérites récompensés, il franchira le pont sirat (un pont jeté sur l'enfer) à la vitesse d'un éclair flamboyant et il entrera en paix au paradis. "

Hassan al Banna, une figure emblématique du réformisme islamique du 20e siècle

Par Bachar SOW

Sa jeunesse

Sheikh Hassan Al-Bannâ naquit en 1906 en Égypte à Al-Mahmûdiyyah, dans la province de Buhayrah. Il fut élevé dans une famille pieuse. Son père, Sheikh Ahmad 'Abd Ar-Rahmân Al-Bannâ horloger de métier, était diplômé de l'Université al-Azhar, où il étudie entre autre la sunna. Il édite le Musnad d'Ahmad Ibn Hanbal et compose des ouvrages sur les hadith et assurerait la fonction d'imam à la mosquée du village.

Hassan Al-Banna était l'aîné de cinq garçons. Il reçut sa première formation dans son village natal de 1914 à 1918, puis au chef lieu Damâhur, tout en s'initiant au métier d'horloger et au travail de relieur. À 8 ans, il fut élu président d'une "association pour les bonnes mœurs", créée à l'instigation de l'un de ses instituteurs. Un peu plus tard, il participa à une "association contre les violations de la Loi" dont les membres faisaient parvenir de façon anonyme des remontrances écrites aux personnes suspectées d'avoir enfreint quelque principe religieux ou moral. Hassan El-Banna fut par ailleurs membre de la confrérie Husâfiyya d'obédience soufie.

En 1920, à 14 ans, le jeune Hassan décide de s'orienter vers le métier d'instituteur plutôt que vers le cycle d'études préparatoires de l'Université al-Azhar. Il assure la fonction de muezzin à la mosquée de l'école de Damâhur entre 1920 à 1923, une fonction qu'il a beaucoup aimée. Il est amené dans ces conditions à protester contre l'horaire des cours

qui ne tenaient pas compte des heures de la prière. Déjà ses attitudes présagent d'un avenir fait de combat pour le changement de la société au nom des principes islamiques. En 1923, à 17 ans, il est admis à l'école normale du Caire (Dâr al-'ulûm) où il entre en contact avec les intellectuels musulmans du mouvement "salafiyya," ou salafiste. Il reçoit une bourse du Ministère de l'Éducation égyptien pour poursuivre ses études en Europe, ce qu'il refusa. En juin 1927, à 20 ans, il fut nommé professeur dans une école de la ville d'Ismâ'îliyyah. Là-bas, il poursuivit son travail de prédication avec une approche originale. Cette fonction sera pour lui un véritable tremplin pour entreprendre son action d'appel au retour aux valeurs essentielles de l'islam, la diffusion de son message de révolution de la société égyptienne. Cet esprit de lutte fut matérialisé par la fondation de l'association des frères musulmans, cadre associatif idéal pour la réalisation de son idéal de société.

De la fondation de l'Association des Frères Musulmans

Al-Bannâ parvint à établir des bases solides pour une activité islamique réfléchie et réformatrice. Avec six autres membres, il prit l'initiative de fonder le premier noyau de l'Association des Frères Musulmans (Djamâ'ah Al-Ikhwân Al-Muslîmîn) en mars 1928. Hassan Al-Bannâ fonde l'Association des Frères Musulmans (djamâ'iyat al-ikh-



Hassan Al-Bannâ (1906-1949)

wân al-muslîmîn) le 11 avril 1929 (Dhû l-Qa'da 1347). Il est convaincu que le seul moyen de libérer son pays de la colonisation culturelle britannique passe par l'émergence de ce qu'il appelle un islam social. Il s'engage à lutter contre l'emprise laïque occidentale, contre l'imitation aveugle du modèle européen et contre l'effondrement du pouvoir politique musulman.

Et son 1er plan d'action fut de prêcher dans les lieux publics, comme les Cafés, le retour à la pratique religieuse et à l'observance de la loi islamique. Ce souci de rencontrer les gens directement resta comme un trait caractéristique de l'action des Frères musulmans. La formation des militants est un véritable cours de théologie : lecture et commentaire du Coran, étude du

hadith, du fiqh, de l'histoire de l'islam, de la vie du Prophète Mahommed (saw). Ces enseignements sont accompagnés d'une formation pratique de communication.

En 1932, il fut appelé à travailler au Caire. C'est là un point tournant dans l'activité de l'Association des Frères Musulmans. Une nouvelle page plus rayonnante s'ouvre ainsi pour le mouvement.

Un an plus tard il fut créé en son sein la branche féminine. Hassan Al-Banna devient quelqu'un de très populaire, il fonde des écoles, des associations de charité, des dispensaires, des bibliothèques, et des entreprises. En 1948, l'association compte 2 millions de membres avec des sections en Palestine, en Syrie, au Liban. La monarchie égyptienne s'en

Suite page 12...

inquiéta et les colons anglais s'en inquiétèrent outre mesure.

Philosophie et combat politique

El-Banna s'oppose vigoureusement à la conception spiritualiste de l'islam. Selon lui, l'islam doit englober toutes les affaires privées et publiques. Plus qu'une religion, c'est une nation, une "citoyenneté" musulmane, la Oumma. Par conséquent il est partisan de la restitution du Califat que les occidentaux ont travaillé à supprimer par le démantèlement de l'empire ottoman et la proclamation de la Turquie moderne. En homme d'action avec une conviction inébranlable en son idéal, il dit dans son épître aux jeunes : "Oh, jeunes gens ! Une idée ne peut aboutir que si ses promoteurs y croient fortement, si ils sont sincères tout au long de sa réalisation, si leur enthousiasme s'intensifie au fur et à mesure qu'ils l'accroissent, et si ils se donnent les capacités à supporter sa mise en œuvre, en travaillant durement et en se sacrifiant pour la réaliser. Peu ne s'en faut que ces quatre principes de bases : la croyance, la sincérité, l'enthousiasme et le travail ne soient des qualités spécifiques aux jeunes. Cela parce que l'essence de la foi réside dans un cœur éveillé, les fondements de l'enthousiasme résident dans un esprit fort, et les fondements de l'action résident dans une détermination sans cesse renouvelée. Et toutes ces qualités se trouvent chez les jeunes. On peut d'ailleurs constater que les jeunes ont toujours constitué, dans chaque société, le pilier de la renaissance, et même le secret de toute renaissance, et ceux qui ont porté le drapeau des idées nouvelles "

Le concept de l'action pour Hassan Al Banna est d'un contenu d'une richesse sans pareil. Son esprit révolutionnaire lui fait écrire "Qui aurait pu imaginer que le roi Abdelaziz al Saoud... deviendrait l'un des espoirs de la renaissance et de la réunification du monde musulman?"

Les frères Musulmans s'engagent très vite dans le combat politique. Appelant à une réforme pacifique au sein des sociétés musulmanes à tous les niveaux - individuel et collectif - Al-Bannâ voyait toutefois la nécessité d'une lutte armée pour libérer la Palestine et toute terre injustement occupée par la botte de la colonisation. Ils soutinrent ainsi la cause de la Palestine arabe dès 1936. De nombreux membres des Frères Musulmans participèrent aux combats de 1948 en Palestine. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Al-Bannâ mène une campagne nationaliste contre la Grande-Bretagne. À la suite d'activités jugées subversives, il est muté en Haute-Égypte et brièvement emprisonné. C'est de cette époque que datent ses premiers rapports avec des officiers égyptiens, tout particulièrement Anouar el-Sadate. De 1942 à 1944, les Frères Musulmans collaborent non sans heurts avec le parti Wafd, alors au pouvoir. Après la guerre, les Frères Musulmans demandent la révision des accords anglo-égyptiens et la réalisation de l'unité de la vallée du Nil (Soudan et Égypte) et l'islamisation du droit.

Les relations avec les pouvoirs se détériorent. L'influence et la popularité des Frères Musulmans prirent des proportions importantes, voire gênantes selon des hommes au pouvoir qui jugèrent bon la liquidation de l'Association des Frères Musulmans avec son leader. Les Frères Musul-

mans sont dissous le 8 décembre 1948 pour menées subversives contre la sécurité de l'État. Le 28 décembre, 1948 le chef du gouvernement Fahmi El-Noukrachi est assassiné par un jeune frère musulman. Al-Banna tente de s'entendre avec le nouveau gouvernement et réprovoque ouvertement tous les actes de violence. Le 12 février 1949, Hassan Al-Bannâ meurt assassiné dans un complot ourdi selon toute vraisemblance par le pouvoir égyptien. Un complot sous le nom de "la Réconciliation" de l'Association des Frères Musulmans avec le gouvernement.

Plusieurs sessions de négociations étaient prévues. Al-Bannâ en sa qualité de leader de l'Association et son porte-parole participa aux négociations tenues au Caire, dans les locaux de l'Association Des Jeunes Musulmans. Après les négociations, il salua l'assemblée du gouvernement et se dirigea vers le portail. Dans la rue, devant le bâtiment de l'Association, il fut abattu. Gravement blessé, il fut transporté à l'hôpital de Al-Qasr -, il succomba à ses blessures le 12/02/1949. Pendant ses funérailles, le gouvernement interdit la constitution d'un cortège et fait encadrer le cercueil par un détachement de blindés afin d'éviter des émeutes. Sheikh Muhammad Al-Ghazâli témoigne : " Celui qui me marqua le plus, c'est le martyr, l'Imâm Hasan Al-Bannâ. Il fut un savant en religion - au plus haut niveau qui puisse exister en matière de "Aqidah (credo) et Shari'ah. Il fut de plus un orateur éloquent. Ses discours étaient toujours axés sur les fondements et non les sujets insignifiants, sur les réalités et non les illusions. Hasan Al-Bannâ avait compris la situation critique de l'islam après l'effondrement du Califat et de

l'Etat islamique. Les impérialistes étaient alors venus usurper les richesses de l'islam en Orient et en Occident. L'homme s'opposa à leur force destructrice en formant des groupes islamiques qui furent fiers de leur foi et fermement attachés à la vérité, malgré les obstacles et celles que soient les conséquences "

Tariq Ramadan dans Ouvrage Aux sources du renouveau musulman. D'Al-Afghani à Hassan al-Banna, un siècle de réformisme islamique dresse un portrait robot de son grand père à travers l'analyse de tous les aspects de la pensée de l'homme. Cet ouvrage même s'il est jugé trop apologue pour Hassan al Banna et son ouvrage reste sans contester un ouvrage de référence parce qu'étant le regard de celui qui a une certaine connaissance de lui.

Du fait des causes qu'il a défendu Al Banna est considéré comme un extrémiste chez les occidentaux. Certains auteurs vont jusqu'à établir le parallèle entre le mouvement des frères musulmans et le fascisme. Ainsi on peut lire "Née à l'époque de l'essor du fascisme et du stalinisme, l'idéologie des Frères s'inscrit dans la même logique totalitaire. La religion en plus. De là à la fascination pour la force, il n'y a pas loin ". Ce regard porté sur l'homme et son œuvre découle du contexte où il développa sa pensée. Un contexte marqué par la domination coloniale anglaise sur le moyen orient, où on cherche à anéantir toute velléité anti impérialiste. La manifestation de l'islam politique de quelque façon que ce soit était perçue comme une menace à l'entreprise coloniale. Aujourd'hui la réalité demeure telle. Ceci n'a entamé en rien le caractère noble du combat de Hassan Al banna ■

Muhammad Yunus : "Le système est aveugle à toute autre considération que le profit"

Depuis plus de trente ans, Muhammad Yunus propose, avec un réel succès, l'accès au crédit pour les plus démunis. A l'heure de la crise du système bancaire et des émeutes de la faim, l'économiste bangladais, Prix Nobel de la paix en 2006, pointe les limites et les failles du capitalisme, et préconise un modèle d'entreprise sociale, qui n'exclurait plus de la vie économique la majeure partie de l'humanité.

Elle s'appelait Sufiya Begum. Au début des années 1980, elle vivait dans une maison de terre, à la campagne, au Bangladesh. Elle fabriquait de jolis tabourets en bambou. Son mari, journaliste, gagnait l'équivalent de quelques centaines d'euros par jour. Ne possédant pas d'argent, Sufiya Begum vendait tous ses tabourets à un commerçant, qui les lui échangeait contre 25 cents et un peu de bambou - c'était son prix. Un jour, Muhammad Yunus vient la trouver, étonné qu'elle gagne si peu. A cette époque, après des études économiques aux Etats-Unis, le professeur Yunus doute. En 1974-1975, le Bangladesh a été ravagé par une terrible famine, et, raconte-t-il, il trouvait alors "de plus en plus difficile d'enseigner d'élégantes théories économiques sur le fonctionnement supposé parfait des marchés libres, tandis que la mort ravageait [son] pays". Il décide d'agir, bien déterminé à éradiquer la pauvreté dans la région de Jobra. Il ne comprend pas pourquoi elle est endémique. En discutant avec Sufiya Begum, il réalise ce qu'il se passe. "Cette

ferme était étranglée par son prêteur. Il la condamnait à une sorte d'esclavage. Elle lui donnait toute sa collection de tabourets pour 25 cents, juste parce qu'elle ne pouvait acheter le bambou. Il lui manquait un crédit. J'ai mené une enquête. Quarante-deux villageois dépendaient des prêteurs. Tous auraient pu vivre de leur activité, avec un petit investissement. Il leur fallait, en tout, 27 dollars. Je les avais en poche..." Les idées fondatrices de la Grameen Bank et du microcrédit sont nées de ces rencontres.

Aujourd'hui, après vingt-cinq ans d'existence, la Grameen Bank et les institutions de microcrédit à travers le monde ont aidé à sortir de la pauvreté 150 millions de personnes. Le professeur Yunus a obtenu, avec la Grameen Bank, le prix Nobel de la paix en 2006. Depuis plusieurs années, il développe une nouvelle initiative : l'"entreprise sociale". Il s'agit de lancer des activités économiques rentables mais dont l'objectif est d'apporter un bénéfice social aux exclus du monde économique. Ainsi a-t-il créé au Bangladesh, avec Franck Riboud, le PDG de Danone, la société Grameen Danone Foods qui vend aux habitants de Bogra des yaourts frais à bas prix, qu'ils voudraient servir dans des coques comestibles - et vitaminées. L'initiative permet de lutter contre la malnutrition et les carences alimentaires et d'offrir des emplois locaux. Si elle fonctionne, elle sera étendue à tout le pays. "Ce genre de petite entreprise sociale pourrait se généraliser, explique le professeur Yunus. Elle ouvre un nouveau type de marché,

attentif à la pauvreté et aux besoins réels, qui va peut-être changer nos fondamentaux économiques."

Nous avons rencontré Muhammad Yunus à Paris, alors que le système mondial du crédit traverse une crise historique et que plusieurs grandes banques se sont effondrées. La peur de la récession gagne les Etats-Unis et des dizaines de milliers d'Américains se retrouvent poussés à la rue par les organismes prêteurs. Qu'en pense le fondateur de la Grameen Bank, où les taux de remboursement dépassent les 95 % ?

Comment expliquez-vous cette gigantesque crise du crédit populaire qui ébranle l'ensemble du système financier ? L'avez-vous vu venir ?

Dans l'affaire des subprimes, la crise est inhérente au fonctionnement du monde financier et bancaire. Les principes mêmes de crédit, les garanties exigées, les primes de risque réalisées sur le dos des moins solvables ont révélé combien ce système ne sait pas prêter aux pauvres. La faute revient donc d'abord aux banques. Elles ont prêté beaucoup d'argent en multipliant les fausses promesses. Elles se sont montrées très agressives dans leur publicité. Elles proposaient aux gens des offres fantastiques, assuraient que les plus modestes pourraient rembourser sur la durée. En fait, les crédits devenaient de plus en plus lourds. C'est la logique du système financier. Les pauvres doivent être mis sous pression pour rembourser. A la Grameen Bank, nous faisons l'inverse. Nous ne demandons pas de garantie pour prêter de l'ar-

gent. Nous n'étranguons pas les gens en pratiquant des taux exorbitants. Nous avons inversé le principe même du crédit. Chez nous, moins vous avez, plus vous nous intéressez. Si vous n'avez rien, alors vous êtes prioritaires. Et ça marche ! Notre taux de remboursement est supérieur à 95 %, comparez ! (...)

Vous remettez en cause le principe même de l'octroi du crédit sous garantie, fondement de la théorie économique classique et du fonctionnement financier...

En effet, je critique le dogme selon lequel des prêts ne peuvent être accordés sans garantie, surtout aux plus pauvres. Tous les banquiers défendent ce principe sans même l'analyser. Quand nous avons commencé, en 1983, ils nous disaient : "Vous gaspillez votre argent. Vous ne serez jamais remboursés. Votre système va s'écrouler." Mais c'est leur système qui s'écroule aujourd'hui. Depuis vingt-cinq ans, la Grameen Bank et les institutions du microcrédit ont distribué 6 milliards de dollars à 150 millions de familles, sans demander de garantie. Notre banque réalise des profits, comme toute banque bien gérée. Elle n'a pas eu recours à des dons depuis 1995. Elle fonctionne en collaboration avec 10 000 institutions de crédit dans le monde. Selon une enquête récente, 64 % de ceux qui nous ont emprunté pendant cinq ans sont sortis de la pauvreté chronique. Notre initiative constitue une opportunité pour ajuster l'ensemble du système financier. Il devrait permettre de penser un nou-

veau genre de crédit qui ne laisse personne de côté. Les principes actuels du système bancaire interdisent à la moitié de la population mondiale de participer à la vie économique. Pas seulement dans les pays du Sud, mais aux Etats-Unis et en Europe aussi. Les banques traditionnelles demandent aux gens d'être solvables avant même de leur prêter de l'argent. Mais alors à quoi servent-elles, si elles ne les aident pas à sortir d'une situation difficile, à créer de la valeur, du travail ? Les banques demandent tous les jours à leurs avocats de coincer leurs clients. Nous n'avons pas de juristes dans notre système. Nous n'en avons pas besoin. On mesure combien la théorie économique dominante présente plusieurs angles morts(...)

Le "secteur informel" n'a pas bonne réputation dans la littérature économique des pays riches...

C'est un terme dégradant. Ce secteur n'est jamais encouragé

; au contraire, on l'entrave avec des règlements, des patentes, des impôts. Je suggère de lui donner un nom plus adapté, plus valorisant, car c'est justement là que les hommes se montrent le plus créatifs. Faute de mieux, je propose le "secteur des gens", c'est-à-dire lorsqu'ils inventent eux-mêmes leur emploi, créent leur activité et la pratiquent dans la rue, les quartiers, à la campagne. Dans ce champ d'activité, la population invente son emploi, le pratique un peu partout, dans la rue, dans les quartiers, à la campagne. Le gouvernement n'a rien à y faire, seulement à veiller de ne pas l'étouffer. Je fabrique des bijoux, je grille des noix et des bonbons, je fais la cuisine pour les gens du quartier, je retouche les habits usés, je chante aux terrasses... C'est l'auto-emploi, le self-employment. Je n'ai pas à remplir un formulaire de candidature. Je n'attends pas d'être embauché. Je réponds directement à la

demande. En inventant mon activité, je prends soin de moi-même et de ma famille. Des dizaines de millions de personnes vivent ainsi dans les pays en voie de développement. Dans les pays riches, la théorie dominante ne considère pas ces activités comme "économiques". Les acteurs sociaux, les banques, se refusent à les financer et les aider. Ils croient seulement à l'entreprise formelle, au salariat. Comme si recevoir un salaire vous donnait le certificat de développement !

Vous appelez de vos vœux un "capitalisme social", un nouveau capitalisme. C'est-à-dire ?

Souvent on me demande : "Vous avez créé la Grameen Bank. Est-ce que vous n'en tirez aucun profit ?" Je réponds : "Je ne possède pas la Grameen, je ne possède aucune part de la société." J'ai toujours pensé que la Grameen Bank devait être possédée par

les emprunteurs, les pauvres. Ce sont eux les propriétaires, d'ailleurs ils font partie du conseil de direction. Bien sûr, je suis chef d'entreprise, je reçois un salaire, mais celui-ci n'est pas lié au fait que je possède des parts. Travailler dans une entreprise à vocation sociale ne vous rapporte aucun dividende. D'autres interlocuteurs me disent, au Bangladesh : "Vous devez être riche, vous avez créé la plus grosse entreprise de téléphones mobiles du pays." Je leur réponds : "Il s'agit en effet de la plus grosse entreprise de téléphonie mobile du pays, mais cela ne me rend pas riche pour autant. J'ai créé l'entreprise sans même jamais penser y prendre des parts." Alors ils s'interrogent : "Pourquoi avoir bâti tout cela si vous n'y gagnez rien ?" Je gagne ce que me rapporte mon travail ■

**SOURCE : Le Monde, Pro
pos recueillis par Frédéric
Joignet**

BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner à la Preuve 01 BP 5733 Ouagadougou 01

Je m'abonne à la Preuve pour recevoir :

- 6 numéros au prix de 2500F CFA
 12 numéros au prix de 4000F CFA
 Abonnement de soutien (A votre discrétion)

Nom ou raison sociale :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Téléphone :

e-mail :

Date :

Signature

Obama présente ses excuses à des musulmanes empêchées de figurer à ses côtés

Barack Obama, candidat démocrate à la Maison Blanche, a présenté personnellement ses excuses en juin dernier à deux femmes musulmanes portant le foulard islamique empêchées par les militants démocrates de figurer sur une photo à ses côtés.

Barack Obama a téléphoné à Shima Abdelfaadel et a laissé un message à Hebba Aref à la suite d'une protestation qui lui a été adressée par des représentants de la communauté musulmane américaine lui demandant de présenter ses excuses aux deux femmes.

Les responsables de la campagne du candidat démocrate ont fait porter la responsabilité de l'incident à des militants volontaires qui assuraient le service d'ordre lors d'un rassemblement à Detroit (Michigan). Les

volontaires ont dit aux deux femmes qu'elles ne pouvaient pas figurer sur la photo à cause du "hijab" (foulard islamique couvrant les cheveux) qu'elles portaient.

"L'action de ces militants est inacceptable et ne reflète en aucune façon les orientations de ma politique pendant ma campagne électorale" a souligné dans un communiqué Barack Obama.

Les responsables de la campagne ont déjà présenté des excuses à la suite de l'incident, mais le Conseil des relations islamo-américaines (CAIR) avait exigé des excuses personnelles de la part d'Obama pour réparer l'offense et lutter contre la montée des sentiments anti-musulmans aux Etats-Unis. ■

Laurent Koudou Gbagbo reçoit la plus haute distinction honorifique burkinabè

Le président ivoirien Laurent Koudou Gbagbo a reçu, dimanche 27 juillet 2008, à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, la plus haute distinction honorifique du pays : la Grand croix de l'Ordre national. Il a été élevé à cette dignité par son homologue burkinabè, Blaise Compaoré qui lui a porté l'attribut distinctif. Cela à l'occasion d'un dîner officiel organisé à son honneur pendant sa visite d'Etat de 72 heures. Plusieurs personnalités du Burkina Faso et de la délégation ivoirienne ont pris part à l'événement, notamment des présidents d'institutions, des anciens chefs d'Etat, des ministres, des chefs de missions diplomatiques et des représentants d'organisations africaines et internationales. Les convives ont également levé les verres pour le raffermissement des liens de fraternité entre les peuples ivoirien et burkinabè. C'est très ému que le président Gbagbo a



pris la parole pour exprimer sa gratitude aux autorités du pays des hommes intègres ainsi qu'à l'ensemble de ses fils et filles. "Pour la première fois que je viens en visite d'Etat, je suis choyé, sujet de toutes les attentions", a-t-il relevé. Le président a dit sa reconnaissance à son homologue qui, selon ses propos, l'a toujours soutenu. "Quand je n'étais rien et que je lui ai dit que j'allais être président, il m'a cru et aidé financièrement", a-t-il confié. Et mon éducation, a-t-il poursuivi, ne me permet pas d'oublier le bienfait. Le président Gbagbo a prononcé à l'occasion de cette visite un discours à l'Assemblée nationale. ■

ANNONCES

Le Groupe d'Actions Sociales (GAS) est une association regroupant des personnes ayant pour souci commun d'œuvrer à donner un sens à la vie des couches marginalisées de la société. Il a pour objectifs de contribuer à la prise en charge des enfants en difficulté ; d'œuvrer à la réinsertion socioéconomique des enfants de la rue ; d'œuvrer à l'éradication de la mendicité des enfants ; de sensibiliser les jeunes sur les comportements à risque ; de sensibiliser sur la

santé mère-enfant.

Pour atteindre ses objectifs, le GAS entend réaliser des projets au profit de l'enfance en difficulté à travers des parrainages et l'édification de centres socio-éducatifs. Les ressources financières du GAS proviennent essentiellement des droits d'adhésion, des cotisations des membres, des activités lucratives, des subventions, dons et legs. L'adhésion au GAS est ouverte à toute personne qui partage l'idéal "Agir pour l'autre" Pour vos soutiens et votre adhésion, appelez au 70309544 ou au 76418919

UNION POUR LA MEDITERRANEE

Grand rêve pour un projet étrange

Par H.B.

Les dirigeants de plus de 40 pays ont lancé le 13 juillet 2008 à Paris l'Union pour la Méditerranée voulue par le président français Nicolas Sarkozy. En effet depuis son élection en mai 2007, il a fait de cette Union son projet phare de politique étrangère. Et depuis lors Nicolas Sarkozy ne s'est plus arrêté jusqu'à la naissance de son "bébé". Il faut lui reconnaître cette étonnante énergie à parcourir la Méditerranée, ou à recevoir à domicile sans relâche depuis un an : Maroc, Algérie, Égypte, Libye, Israël. Mais depuis lors ce projet n'a cessé aussi de connaître des critiques de part et d'autres. Certains estimant qu'il est virtuel : pas de finances, de périmètre géographique défini, de feuille de route détaillée. ... Qu'à cela ne tienne, chaque obstacle a été contourné au prix d'un virage à 180 degrés : l'Allemagne s'oppose à une Union pour la Méditerranée (UPM) réservée aux Européens du sud dont elle serait exclue... l'UPM intègre désormais les vingt-sept pays européens ; l'Égypte, grande puissance africaine et acteur crucial du Machrek n'était pas invité il y a quelques mois... après son passage à Paris, voici Hosni Moubarak bombardé coprésident de l'UPM.

Qu'est-ce que l'UPM ?

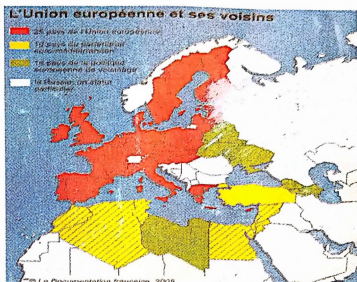
L'Union pour la Méditerranée est une organisation[®] internationale intergouvernementale à vocation régionale, qui rassemble des États riverains de la mer Méditerranée et l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Elle compte 43 membres : les 27 de l'UE, l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, Monaco, le Monténégro, l'Autorité palestinienne, la

Syrie, la Tunisie et la Turquie.

Le projet de rapprochement des deux rives de la Méditerranée a été formellement lancé en 1995 sous le nom d'Euromed avec le processus de Barcelone. A l'époque, il s'agissait de rechercher à la fois une stratégie économique et une stratégie de sécurité d'autant plus que les Français et les Espagnols, à la pointe de la Conférence Euromed, étaient très inquiets de la poussée islamiste et des pressions migratoires notamment en Algérie et au Maroc.

Assez rapidement, avec l'assassinat du Premier ministre israélien Itzhak Rabin en novembre 1995 et le retour du Likoud au pouvoir, la machine s'est grippée, et quasiment tout le volet politique du processus de Barcelone est tombé à l'eau, les accords bilatéraux reprenant le dessus sur le cadre multilatéral. Nicolas Sarkozy, alors candidat, lance pendant la campagne présidentielle française de 2007 l'idée d'une Union méditerranéenne (UM) sous l'inspiration de Henri Guaino, conseiller influent et porte-parole de Sarkozy. Toutefois, de Barcelone à l'UPM version définitive, les desseins de ce projet semblent flous ; les luttes civilisationnelles autour de cette entité géographique ne sont guère étrangères à ces gestualités. Et l'islam est au centre de la question même si les musulmans semblent absents (dans le fond).

Pour lors on ne parle pas des questions de fond. Donc l'UPM se fera officiellement autour de projets communs : pollution, interconnexion électrique, accès à l'eau potable, éducation, recherche, régulation des flux migratoires, lutte contre le terrorisme. Elle repose sur un principe creux : combler le fossé entre un Nord plutôt riche et un bassin méditerranéen beaucoup plus pauvre. Elle recher-



che un but tout aussi vague : rétablir l'équilibre en assurant un espace de paix et de sécurité. Mais on sait qu'à travers cette Union, l'Europe cherche principalement à enrayer l'immigration sous le modèle d'immigration choisie défendu par Brice Hortefeux. A terme, tous les pays associés devraient engager des plans de contrôle des flux migratoires.

Les chances de succès de l'UPM

L'UPM peut-elle réussir ? La volonté réaffirmée de traiter des questions migratoires en agitant l'épouvantail de la peur - il y a 400 millions d'Africains de moins de 17 ans, tous ne peuvent venir... - va conduire à la volonté de décentraliser la politique de gestion des migrations subsaharienne aux États du Maghreb. Le refus d'intégrer toute dimension politique à l'UPM la résume en un sous-ensemble à géométrie et à projets variables. Le déséquilibre évident de sa position dans le conflit israélo-palestinien ne peut que susciter les mêmes réticences des pays arabes.

Il est évident que certains détails qui n'ont pas été bien réglés peuvent compromettre le succès du

projet de Sarkozy : l'extrême froideur de la Turquie qui demeure déterminée à adhérer à l'Union européenne, la volte-face fracassante du colonel Kadhafi, une certaine prudence du Maroc, les réserves algériennes, la non-résolution du conflit israélo-palestinien, et les inquiétudes libanaises suite à l'ouverture à la Syrie. Par ailleurs, le projet d'Union méditerranéenne portait des faiblesses, notamment dans sa concertation avec tous les partenaires européens de la France. Mouammar Khadafi a considéré que le projet de l'Union pour la Méditerranée était un "appât" et "une sorte d'humiliation." Lors du sommet arabe convoqué à Tripoli il a affirmé : "Nous ne sommes ni des affamés, ni des chiens pour qu'ils nous jettent des os." Il a exprimé les réticences plus globales des pays arabes face à l'UPM dont l'Israël doit faire partie. Face à la demande de "clarifications" faites par les pays arabes à propos de la présence d'Israël, Nicolas Sarkozy a rappelé que cette présence ne posait "pas de problème" à des pays arabes comme l'Égypte, la Tunisie et le Maroc ■